



Prise de Position  
du 13 décembre 2008

# Il faut que Sarkozy baisse le Prix de l'Énergie, maintenant, avant l'hiver !

Les Français ne connaissent maintenant que trop bien la combine, qui a été systématiquement mise en œuvre dans le passé par les compagnies pétrolières multinationales et le gouvernement pour fixer les prix du carburant à la pompe <sup>1</sup>. Comme l'avait bien montré une étude (Figure N°2) de l'INSEE, institut dont la rigueur scientifique déplaît aujourd'hui si fort à Sarkozy qu'il souhaite si ardemment l'éloigner de ses lieux de pouvoir, et comme les Français le perçoivent toujours directement dans leurs portefeuilles et leurs pouvoirs d'achat, les prix sont plus sensibles à la hausse du prix du pétrole qu'ils ne le sont à sa baisse ! Ce désormais classique tour de passe-passe prend en ce début d'hiver, en cette année de crise déclarée, sous la houlette de Sarkozy, une dimension singulière, pour trois raisons.

## Effondrement du prix du pétrole

C'est d'abord la baisse extraordinaire du prix du pétrole qui en moins de cinq mois est passé de près de 150\$ par baril à 40\$ (voir figure N°1).

Cela fait maintenant plusieurs fois que Sarkozy et les hommes qu'il a nommés à la tête de Gaz de France, pour mettre en œuvre la privatisation qu'il souhaitait et la dissolution de l'entreprise publique sœur d'EDF, dans un ensemble Lyonnaise des Eaux-Electrabel-Suez, se livrent sur la question des prix du gaz à une rituelle danse de Saint-Guy et à quelques palinodies.

Quelques jours à peine après sa privatisation effective à la fin juillet 2008, GDF, qui souhaitait en juillet dernier une hausse de 9,5 %, a obtenu en août dernier, au cœur de la torpeur estivale et pendant les vacances des Français, 5 %. EDF, qui selon *Le Figaro* attendait 3,5 %, a récupéré pour sa part 2 % sur les tarifs particuliers, 6 % pour les tarifs

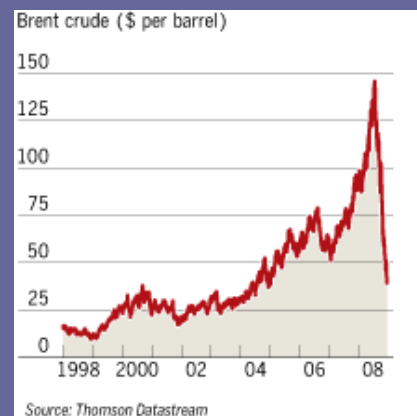
applicables aux PME, et 8 % pour ceux applicables aux grandes entreprises. Ces majorations sont entrées immédiatement en vigueur mi-août, après que la Commission de Régulation de l'énergie ait rendu son avis consultatif.

Le gaz avait déjà augmenté deux fois depuis janvier, et cette troisième réévaluation a porté la hausse à 15,2 % au total. Elle était présentée comme la conséquence de la flambée des prix du pétrole, sur lequel est indexé le prix du gaz que GDF achète à l'étranger à 90 % pour le vendre en France. Elle survenait surtout au moment où ces mêmes prix du pétrole avaient déjà amorcé une décrue extrêmement brutale, qui en disait long sur le contenu spéculatif de la hausse des prix des mois précédents et qui annonçait, à qui voulait bien s'y intéresser, la deuxième phase paroxystique de la crise financière mondiale du mois de septembre, qui voyait le système financier du crédit s'écrouler sous l'effet de ses errements spéculatifs, notamment dans l'immobilier, mais également dans le secteur des commodités et bien sûr de l'énergie.

Le gouvernement "prend l'engagement de ne pas augmenter le prix du gaz pendant toute la période de l'hiver", a déclaré mercredi 10 décembre à la presse le porte-parole du gouvernement *Luc Chatel* à la sortie du Conseil des Ministres. Lundi, par un hasard bien orchestré, l'UMP avait demandé au gouvernement un gel des prix du gaz à la veille de l'hiver, "pour permettre aux Français les plus modestes, malgré les difficultés économiques, de se chauffer".

**Non, c'est aujourd'hui, c'est maintenant, au début de l'hiver, alors que les dépenses d'énergie y sont les plus lourdes pour les ménages, et cela d'autant plus que l'hiver sera froid, que Sarkozy doit rendre aux Français les sommes considérables dégagées par la chute des prix du pétrole et que l'oligopole de l'énergie cherche à engranger au maximum pour pouvoir le distribuer sous forme de dividendes à ses actionnaires privés et à l'Etat.**

Fig N° 1 : évolution du prix du pétrole (Brent en dollars par baril)  
(source Financial Times 10/12/2008)



<sup>1</sup> [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ES359H.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ES359H.pdf)

Le prix des carburants est plus sensible à une hausse qu'à une baisse du brut  
Cédric Audenis, Pierre Biscourp et Nicolas Riedinger  
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE N° 359-360, 2002

## Privatisation et fixation des prix

Au titre de l'exercice en cours, le groupe d'énergie français EDF va payer un acompte sur dividende à hauteur de 1 milliard d'euros à l'Etat français qui détient encore une part de 87,3% de son capital. Le groupe a annoncé le vendredi 21 novembre le versement d'un acompte sur dividende de 0,64 euro par titre à ses actionnaires. Au total, il s'agit donc d'un montant de 1,2 milliard d'euros qui seront versés aux actionnaires d'EDF pour le titre de cet exercice encore en cours. Le paiement va se faire le 17 décembre prochain. Cette année, l'Etat français a déjà perçu deux avances sur dividende, soit 450 millions d'euros de France Télécom et 600 millions de GDF Suez. Pour l'année dernière, l'Etat a reçu au total 3,9 milliards de dividendes des entreprises dans lesquelles il détient une participation, entre autres EDF, GDF, France Télécom, SNCF etc.

EDF a promis une croissance régulière du dividende versé aux actionnaires, et GDF Suez, outre le dividende exceptionnel de 600 millions d'euros versé à l'Etat cette année, prévoit une croissance de 10 à 15 % par an en moyenne des dividendes entre 2007 et 2010. Ce sont donc les usagers qui feront principalement les frais de cette politique, puisque le montant de ces dividendes dépendra du niveau auquel les prix seront fixés entre "amis" et de la pression qui sera exercée simultanément sur les salaires des agents. La perversité de ce mécanisme est un effet direct de la privatisation, déjà complètement réalisée dans le cas de Gaz de France, poursuivie sans relâche dans celui d'EDF, par les gouvernements successifs de la droite. Ils n'hésitent pas, de plus - tout en exigeant des apprentis oligarques, installés à la tête des établissements publics, la poursuite forcenée de cette stratégie de privatisation-dérégulation - à se servir de ces entreprises, pour collecter une quasi-taxe au travers des factures obligatoirement payées par les usagers et des versements de dividendes décidés - on le constate maintenant, y compris de manière anticipée -, augmenter les prélèvements obligatoires sur la satisfaction d'un besoin indispensable des Français et amputer ainsi sans vergogne leur pouvoir d'achat.

Fig N° 2 : évolution des prix du pétrole brut, du super à la production et à la pompe (source INSEE)



## Energie et crise financière

Au cœur de la crise dans laquelle le pays s'enfonce, le problème majeur est le pouvoir d'achat. La France, tirant, en 1946, avec sérieux et succès le bilan des crises passées, s'était dotée, au cœur de son économie réelle, d'une organisation énergétique forte, construite pour résister, bâtie sur des principes de gestion au service exclusif du public. La politique menée par les gouvernements de droite depuis plusieurs années a ébranlé ce solide édifice. Face aux conséquences de la crise financière, le Gouvernement ne rechigne pas aujourd'hui à faire appel à ce qu'il n'y a pas encore détruit pour colmater les brèches financières, quitte à fragiliser encore plus ces entreprises vers lesquelles, pris dans ses contradictions, il se tourne subrepticement en désespoir de cause. En s'attaquant par ce biais au pouvoir d'achat, en détournant des ressources pour combler les errements des banques, il ne fait qu'aggraver la crise et hypothéquer les lendemains de la France.

### Je souhaite prendre contact et travailler avec le Groupe Socialiste National d'Entreprise Energie-EDFGDF

Nom : .....  
Adresse : .....  
Téléphone : .....  
Fédération : .....

Prénom : .....  
E-mail : .....

[gсен.edfgdf@free.fr](mailto:gсен.edfgdf@free.fr)

<http://gsenedfgdf.free.fr>

A renvoyer à ou à remettre à un militant du Parti Socialiste

